

# Informations Rapides



30 juin 2010 - n° 169 **CONJONCTURE**

**Principaux indicateurs**

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 1<sup>er</sup> trimestre 2010

### La dette publique s'établit à 1 535,5 milliards d'euros

**Avertissement :** la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.  
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

**La dette publique progresse de 46,5 milliards d'euros entre 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 1<sup>e</sup> trimestre 2010...**

À la fin du premier trimestre 2010, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 535,5 Md€, en hausse de 46,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe *approximativement* à 80,3 %, en hausse de 2,2 points par rapport au trimestre précédent. La progression de la dette publique nette est moindre (hausse de 32,5 Md€, soit +1,6 point de PIB).

**... sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État et des administrations de sécurité sociale...**

La contribution de l'État à la dette progresse de 43,4 Md€ au premier trimestre, il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable de long terme (OAT et BTAN) qui augmente de +43,6 Md€

La contribution des administrations de sécurité sociale augmente de 8,6 Md€: le régime général s'endette (+6,7 Md€, dont 1,0 Md€ auprès du régime social des indépendants - RSI)\*. Il rembourse également les billets de trésorerie émis au profit de l'État (+5,0 Md€)\*, alors que l'UNEDIC se désendette (-2,1 Md€) en vendant des actifs.

**... alors que les dettes des organismes divers d'administration centrale et administrations publiques locales diminuent**

La diminution de 2,8 Md€ de la contribution à la dette des organismes d'administration centrale (ODAC) est due au désendettement de la CADES ce trimestre. Les administrations publiques locales se désendettent (-2,8 Md€) à un rythme comparable aux premiers trimestres des années précédentes.

\* L'endettement d'un organisme public auprès d'un autre organisme public n'est pas comptabilisé dans sa contribution à la dette maastrichtienne : c'est donc ici le cas de l'endettement du régime général auprès du RSI. À l'inverse, le remboursement par le régime général de 5,0 Md€ à l'État augmente la dette des ASSO car elles lui substituent de la dette auprès d'agents privés.

**Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (\*)**



**La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument**

	(en Mds€)				
	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1347,2</b>	<b>1428,6</b>	<b>1457,3</b>	<b>1489,0</b>	<b>1535,5</b>
en point de PIB (*)	69,5%	74,0%	75,8%	78,1%	80,3%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1079,9	1134,6	1158,0	1162,6	1206,0
Organismes divers d'adm. Centrale	88,9	109,2	108,2	115,3	112,6
Administrations publiques locales	144,1	142,3	142,8	156,8	153,9
Administrations de sécurité sociale	34,3	42,4	48,3	54,3	63,0
dont, par instrument :					
Dépôts	20,6	19,0	19,7	20,3	19,3
Titres négociables	1146,2	1223,5	1248,0	1261,5	1301,3
<i>court terme</i>	216,7	227,0	264,7	261,1	258,9
<i>long terme</i>	929,5	996,5	983,3	1000,5	1042,4
Crédits	180,3	186,0	189,6	207,1	214,9
<i>court terme</i>	17,3	23,6	26,2	24,2	39,2
<i>long terme</i>	163,0	162,4	163,5	182,9	175,7

Source : Comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFIP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

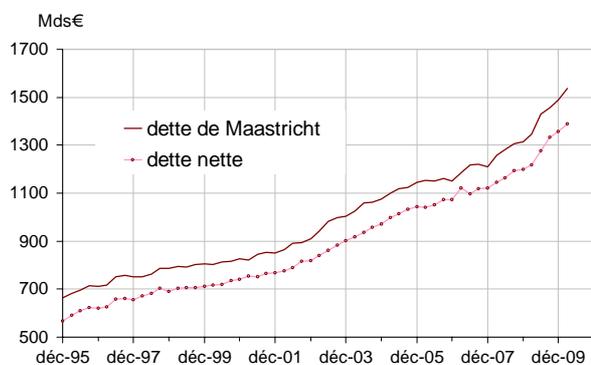
## La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

Au premier trimestre 2010, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 389,4 Md€ (soit 72,7 % du PIB), en progression de 32,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est moins importante que celle de la dette brute, car la trésorerie de l'État progresse de 13,1 Md€. S'agissant des organismes divers d'administration centrale, on observe des mouvements d'actifs qui sont globalement neutres sur la dette nette. Leurs dépôts bancaires augmentent de +2,7 Md€ mais leur détention d'actifs financiers diminue : une banque française rembourse la société de prise de participation de l'État (SPPE) pour un montant de 1,1 Md€ et le fonds de réserve des retraites (FRR) vend des titres de créances négociables.

### La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

	(en Mds€)				
	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1217,2</b>	<b>1277,9</b>	<b>1333,9</b>	<b>1356,9</b>	<b>1389,4</b>
dont :					
État	1023,8	1063,5	1115,6	1101,4	1132,1
Org. divers d'adm. centrale	54,0	70,1	68,5	81,6	78,4
Adm. publiques locales	131,7	129,6	130,0	144,3	141,6
Adm. de sécurité sociale	7,9	14,7	19,8	29,5	37,3

### Dette au sens de Maastricht et dette nette



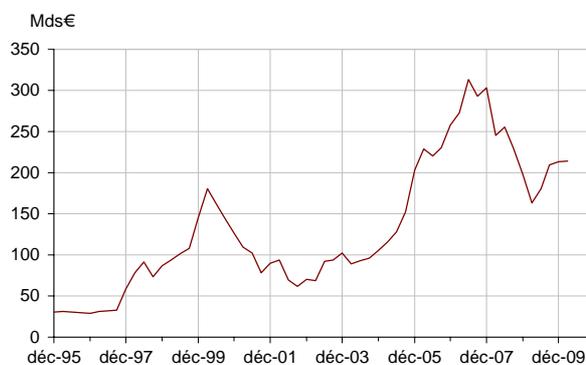
## La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en légère hausse

Au premier trimestre 2010, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 214,4 Md€, en hausse de 0,9 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette quasi-stabilité est liée à celle des marchés boursiers sur ce trimestre.

### Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

	(en Mds€)				
	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>163,0</b>	<b>180,1</b>	<b>209,7</b>	<b>213,5</b>	<b>214,4</b>
dont :					
État	81,1	90,8	100,2	101,4	99,3
Org. divers d'adm. centrale	18,5	22,3	38,3	39,3	41,7
Adm. publiques locales	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7
Adm. de sécurité sociale	63,0	66,6	70,8	72,1	72,7

### Actions cotées et titres d'OPCVM détenus par les APU



#### Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20090630>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method\\_idconj\\_40.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf)
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 30 09 2010 à 8h45